



Commission scolaire
des Patriotes

Service du secrétariat général
et des communications

REVUE DE PRESSE

DU 25 AU 31 MAI 2019

Source ID:8ec18cbaa3873483b06ee7e71bb5fa74; App Source:StoryBuilder

Exclusif

Publié le 27 mai 2019 à 05h00 | Mis à jour à 06h46

Quand les raccrocheurs décrochent



[Marie-Eve Morasse](#)

La Presse

Depuis 2017, les raccrocheurs sont invités à terminer leur secondaire à distance sur la plateforme ChallengeU et ils répondent à l'appel par milliers. Trois commissions scolaires misent sur cette stratégie qui leur coûte des millions, mais jusqu'à l'an dernier, 95 % des élèves avaient décroché après six mois passés sur la plateforme.

Des millions investis, peu d'examens réussis

« Finis ton secondaire sur ton cellulaire ! » C'est avec ce slogan que ChallengeU a été lancé officiellement au début de 2017 avec comme porte-parole les sportifs Georges St-Pierre, ex-champion mondial d'arts martiaux mixtes, et Steve Bégin, ancien joueur du Canadien. Ce dernier s'engage alors publiquement à finir son secondaire en utilisant la plateforme. En novembre, il a reçu son diplôme des mains du ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge.



ChallengeU, qui a depuis changé son slogan, recrute les élèves et se charge de la conception des cours. Les commissions scolaires prennent le relais en inscrivant les élèves à des cours de méthodologie, de mathématiques et de français. Elles embauchent les enseignants et font passer aux élèves des examens

Nicolas Arsenault (au centre), président de ChallengeU, aux côtés des porte-parole Georges St-Pierre et Steve Bégin lors du lancement de la plateforme, en 2017

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

reconnus par le ministère de l'Éducation.

Trois commissions scolaires francophones ont signé un contrat avec Diplômatiqc, un organisme

sans but lucratif. Elles sont au Lac-Saint-Jean, dans le Témiscouata et au Témiscamingue, mais recrutent des élèves partout dans la province.

PUBLICITÉ

Diplômatiqc retient les services de ChallengeU, une entreprise privée. Toutes deux partagent la même adresse à Montréal, et le président de ChallengeU, Nicolas Arsenault, est aussi le cofondateur de Diplômatiqc.



Nicolas Arsenault, président et fondateur de ChallengeU
PHOTO IVANOH DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE

Les factures obtenues par *La Presse* en vertu de la Loi sur l'accès à l'information montrent que depuis 2016, Diplômatiqc a reçu au moins 5 millions de dollars de ces commissions scolaires, elles-mêmes financées par Québec pour chaque élève inscrit en formation à distance.

« Il y a 50 % du financement [du gouvernement] qui s'en va dans le développement de la plateforme et le recrutement, et 50 % du

financement dans le suivi des élèves et l'organisation scolaire », dit Annie Bouchard, directrice du secteur adultes

de la Commission scolaire du Lac-Saint-Jean (CSLSJ). Les deux autres commissions scolaires ont des ententes semblables.

Peu se rendent aux examens

Dans ses communications et en conférence de presse, ChallengeU met un chiffre de l'avant : 80 % des élèves qui passent un examen après avoir suivi un cours par l'entremise de la plateforme le réussissent.

Mais les élèves qui se rendent aux examens sont rares. Dans un document produit par Diplômatiq et obtenu auprès d'une commission scolaire en vertu de la Loi sur l'accès à l'information, on indique que seuls 3 % des élèves inscrits entre 2016 et 2018 ont fait un examen, soit 273 élèves sur 8785 inscrits.

Les documents révèlent en outre que les élèves inscrits passent peu de temps sur ChallengeU. « On constate que seulement 529 élèves sur 8580 inscrits en 2017-2018 ont cumulé au moins 50 heures sur la plateforme, ce qui représente environ 6 % de la clientèle. Considérant qu'il faut compter en moyenne 150 heures pour atteindre la fin d'un cours, il apparaît primordial d'augmenter ce nombre », lit-on dans un document produit par Diplômatiq, également obtenu grâce à la Loi sur l'accès à l'information.

Dans le compte rendu d'une réunion tenue en septembre 2018 à laquelle participaient des représentants des trois commissions scolaires, de Diplômatiq et de ChallengeU, il est noté qu'« au bout de 30 semaines, 95 % des élèves décrochent. On garde donc environ seulement 5 % de la clientèle ».

Il n'a pas été possible de comparer ce taux de rétention avec les autres méthodes de formation à distance. En effet, le taux d'obtention du diplôme en formation à distance (FAD) à l'éducation des adultes n'est pas calculé par le ministère de l'Éducation. « Un taux de diplomation se calcule généralement pour une cohorte fermée (même date de début, même niveau et même finalité pour tous), ce qui n'est pas le cas de la FAD à la formation générale des adultes », a expliqué le Ministère à *La Presse*.

« On a fait ça pour des peanuts »

Le président de ChallengeU affirme qu'il ne demande qu'à obtenir des chiffres pour se comparer aux autres qui font de la formation à distance. « Quand on regarde ça de loin, on dit : "Tant de millions, tant de diplômés, ça n'a pas de sens", dit Nicolas Arsenault. Les pratiques pédagogiques, la plateforme, y'a personne qui fait ça et on a fait ça pour des peanuts, [tant] pour ce que les élèves ont généré comme revenus aux commissions scolaires que ce que le Ministère a financé. »

Le président de ChallengeU dit avoir un objectif : faire comprendre que « raccrocher, c'est beau, c'est bien et c'est important ». Il estime être victime d'une campagne de dénigrement.

« Les commissions scolaires qui ne sont pas partenaires avec nous nous mettent plein de bâtons dans les roues, dit Nicolas Arsenault. [...] Nous, on se débat comme des diables dans l'eau bénite, avec des peanuts en termes de financement par rapport à ce que le réseau a. » Il affirme que ChallengeU est déficitaire.

Le ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge, n'a pas souhaité faire de commentaires. « À l'heure actuelle, la formation à distance au secondaire reste somme toute peu exploitée », nous a écrit l'attaché de presse du ministre, Francis Bouchard.

« Nous trouvons qu'il s'agit d'une voie intéressante pour raccrocher des jeunes et des adultes dont la situation familiale ou professionnelle ne permet peut-être pas un retour physique sur les bancs d'école », ajoute-t-il.

Le succès des élèves qui raccrochent dépend sans contredit de l'accompagnement qu'on leur offre, dit le directeur du Centre interdisciplinaire pour la recherche et le développement sur l'éducation et la formation tout au long de la vie, associé à l'Université du Québec à Montréal.

« C'est important qu'en amont de la formation, on ait des services d'accueil et de référence qui permettent aux adultes de retrouver la confiance en soi. Il faut que les premières journées de formation soient très appuyées, que la première phase donne place à l'écoute, à un dialogue », explique Paul Bélanger, qui ne connaissait pas la plateforme ChallengeU avant que *La Presse* ne lui en parle. Est-ce que ça signifie rencontrer l'élève en personne ? « Bien sûr », répond-il.

Des réserves face aux « inscriptions massives »

« Tous s'entendent sur le fait qu'on inscrit beaucoup d'élèves, mais qu'on en sort peu », lit-on dans le compte rendu d'une rencontre tenue l'an dernier à laquelle participaient des représentants de la Commission scolaire du Lac-Saint-Jean (CSLSJ), de la commission scolaire du Fleuve-et-des-Lacs (CSFL) et de la Commission scolaire du Lac-Témiscamingue (CSLT).

« C'est pas assez. C'est insuffisant », reconnaît en entrevue à *La Presse* Stéphanie Bonneau, directrice du Centre de formation aux adultes de la Commission scolaire du Lac-Saint-Jean. La commission scolaire estime avoir « perdu plusieurs » élèves inscrits sur ChallengeU dans les dernières années, mais un projet de tutorat mis en place par la commission scolaire devrait mener plus d'élèves aux examens, dit-elle.

« Ils sont de plus en plus à se rendre aux examens. J'en ai 116 en préparation aux examens. Notre but, c'est qu'il y en ait plus », poursuit Stéphanie Bonneau, qui précise qu'environ 3000 élèves inscrits à sa commission scolaire sont actuellement actifs sur la plateforme.

À l'heure actuelle, un peu plus de 6400 personnes sont inscrites sur ChallengeU. Des documents obtenus par *La Presse* indiquent que Diplômatiq et ChallengeU souhaitaient augmenter ce nombre à 9000 en 2018-2019. « On ne sera pas capables », dit en entrevue Georges Brissette, directeur général de Diplômatiq.

En novembre dernier, les commissions scolaires ont exprimé dans une rencontre des réserves « face aux inscriptions massives qu'elles reçoivent de ChallengeU ».

« Elles craignent que le fait d'inscrire plusieurs élèves à chaque semaine signifie que les inscriptions se font rapidement, sans prendre la peine d'analyser méticuleusement chacun des profils des élèves [...]. Elles craignent aussi [...] qu'on ne valide pas suffisamment la motivation de l'élève avant de procéder à son inscription », lit-on dans un document obtenu par *La Presse* et produit par Diplômatiq.

Pas de données à jour

Ces préoccupations étaient le reflet d'un « manque d'information » des commissions scolaires, assure en entrevue Georges Brissette, directeur général de l'OBNL.

« Il y a de l'information qui ne s'était pas rendue. On leur a montré le travail qui est fait par l'équipe de recrutement, les 12 moments possibles où le conseiller peut entrer en contact avec l'élève. Ça a rassuré les commissions scolaires », dit-il en entrevue.

Quant au taux de décrochage de 95 % après six mois sur la plateforme, le directeur général de Diplômatiq explique que « c'est une donnée partielle ». « On n'avait pas toutes les données des commissions scolaires », dit Georges Brissette.

On nous renvoie aux commissions scolaires pour obtenir les données à jour. « Ce ne sont pas nos données, ce sont des données confidentielles », tranche Nicolas Arseneault, président de ChallengeU.

Les représentantes des trois commissions scolaires interviewées par *La Presse* n'ont pu nous dire si le pourcentage d'élèves qui décrochent a changé, mais elles assurent que des mesures sont mises en place pour augmenter le taux de rétention des élèves inscrits sur la plateforme. Elles ont invité *La Presse* à redemander des chiffres en décembre prochain.

« Pour nous, c'est incomplet, parce que c'est une photo prise à un moment donné. Ça faisait un an que [ChallengeU] fonctionnait. Les élèves sont en début, nous, on est en début, les enseignants sont en début », dit Annie Bouchard, directrice du secteur adultes de la CSLSJ.

Il faudra du temps avant d'avoir un portrait juste, ajoute Marie-Luce Bergeron, responsable de la formation continue à la CSLT. « En formation à distance, c'est du long terme. Les élèves sont au courant qu'ils ne choisissent pas l'avenue la plus simple. Ça donne cette impression-là, mais ce n'est pas vrai dans les faits. Même si on le dit aux élèves, des fois ça va prendre quelques années avant qu'un élève accepte que ce n'est pas fait pour lui. »

- Avec la collaboration de William Leclerc, *La Presse*

« Un produit qui coûte cher »

L'entente de la Commission scolaire du Lac-Témiscamingue (CSLT) avec Diplômatiqc vient à échéance dans quelques mois et elle sera révisée, dit la responsable de la formation continue.

Selon les documents obtenus par *La Presse*, cette commission scolaire a versé 2,5 millions de dollars à Diplômatiqc entre juillet 2017 et décembre 2018.

« C'est un produit qui coûte cher, reconnaît Marie-Luce Bergeron. On va s'asseoir, on va travailler avec le conseil des commissaires et la direction générale [de la commission scolaire] pour savoir comment on voit ça cette année, qu'est-ce qu'on améliore », dit-elle.

On dénombre environ 3000 « inscriptions actives » sur ChallengeU à la CSLT. Le rapport annuel 2017-2018 de la commission scolaire note qu'avant l'entente avec Diplômatiqc, 500 dossiers étaient annuellement traités en formation générale à distance.

La Commission scolaire du Lac-Saint-Jean a quant à elle signé en 2016 une entente de cinq ans avec Diplômatiqc.

Jusqu'en décembre dernier, elle avait versé 2,19 millions de dollars à Diplômatiqc, selon les documents obtenus par *La Presse*. Avant la signature de cette entente, « deux-trois élèves par année » y suivaient des cours à distance, indique-t-on à la commission scolaire.

La précédente directrice du centre « voyait que les prochaines années seraient plus difficiles pour le recrutement d'élèves. Elle voyait qu'il fallait trouver quelque chose », dit Stéphanie Bonneau. « On serait un centre en déclin, on réussit à maintenir le cap », poursuit-elle.

La porte n'est pas fermée, mais...

Diplômatiqc dit avoir joint toutes les commissions scolaires de la province pour leur proposer de s'associer avec elles. « J'ai fait le tour de toutes les commissions scolaires au Québec pour leur offrir la possibilité d'utiliser la plateforme », dit son directeur général, Georges Brissette.

La **commission scolaire des Patriotes**, en Montérégie, a décliné l'offre.

« Je tiens à ce que mes conseillères rencontrent l'élève, dit Suzanne Barrière, directrice du Centre de formation du Richelieu. Chez nous, on appelle ça des rencontres VIP, pour mousser l'importance qu'on accorde aux services, pour dire à l'élève qu'il est important. » Ces rencontres durent au minimum une trentaine de minutes, précise-t-elle.

« Un élève qui revient, c'est souvent un élève qui a vécu des échecs scolaires. Il arrive souvent avec beaucoup d'anxiété. Il faut lui offrir toutes les possibilités de vivre des réussites le plus rapidement possible, ce qui ne veut pas dire lui donner un diplôme au rabais. Il faut l'orienter, l'encadrer, l'accueillir. » - Suzanne Barrière

La **commission scolaire des Patriotes** juge que le matériel qu'elle offre à ses élèves est pour l'instant adéquat, mais ne ferme pas la porte à une éventuelle entente avec Diplômatiqc. « Le jour où le financement devient un obstacle à l'offre de services aux élèves, je pense qu'il faut regarder toutes les possibilités », dit Suzanne Barrière.

Le directeur général de la Commission scolaire de la Beauce-Étchemin, Normand Lessard, a aussi été sondé par Diplômatiqc.

Il estime que la « formule est intéressante » et se pose en complément à ce qui se fait ailleurs.

« C'est difficile d'être contre la vertu, de vouloir améliorer le taux de diplomation, dit Normand Lessard. Le mode d'accessibilité, c'est une chose. Comment je vais persévérer dans mes études pour compléter les modules que j'ai à faire : il est là, l'enjeu. »

Il a fait part de certaines inquiétudes au ministère de l'Éducation. « Assurons-nous que les deniers publics, dont on a la charge de bien s'occuper, soient bien investis. Est-ce que c'est pour un entrepreneur privé ou pour donner le meilleur service à l'élève ? Ce sont des préoccupations de base, morales », dit Normand Lessard.

« Amélioration continue »

Le rôle de Diplômatiqc est justement de favoriser la réussite des élèves qui sont sur la plateforme ChallengeU, explique son directeur général. « On est en train de monter un recueil de bonnes pratiques dans les commissions scolaires pour la formation à distance », illustre Georges Brissette.

Le directeur général de la Société de formation à distance des commissions scolaires du Québec (SOFAD), financée en bonne partie par le ministère de l'Éducation, reconnaît que l'arrivée de ChallengeU dérange.

« Leur modèle d'affaires constitue une dérogation des règles établies, c'est clair. ChallengeU se pose comme le seul promoteur de la formation des adultes, qu'elle soit en classe ou à distance. Quand [ChallengeU] fait des entrevues et dit "on veut que les jeunes finissent", c'est oublier qu'il y a 200 centres qui font la promotion locale [de l'éducation aux adultes] », dit Denis Sirois.


« La distance, ce n'est pas pour tout le monde », conclut-il.

Partager 320

Tweeter

La liste:-1:liste; la boite:219:box; tpl:html.tpl:file
© La Presse (2018) Inc. Tous droits réservés.

LE MERCREDI 29 MAI 2019 | BONJOUR SYLVIE CHIASSON



À gagner :
250 \$ en librairie

(/hit_ban.php?no=7224&p=/news.php)

Accueil (/default.php) / Niveau : primaire-secondaire (/nouvelles/education/niveau/3/primaire-secondaire) / Communiqué



SESSION: SYLVIE CHIASSON

- 🔔 Votre bulletin du 29 mai 2019 (/contenu/last_newsletter.php)
- 🔔 Message non lu (0)

ESPACE MEMBRE (/PRIVATE/)

FERMER



COMMISSION SCOLAIRE DES PATRIOTES

Un programme de hockey scolaire bien implanté à l'école le Carrefour à Varennes

23 avril 2019

L'année 2018 et 2019 aura eu un gros changement à l'école secondaire Le Carrefour de Varennes avec une restructuration des programmes sportifs parascolaires « Les Celtiques ». Dès cette année...
(<https://www.lareleve.qc.ca/2019/04/18/un-programme-de-hockey-scolaire-bien-implante-a-lecole-le-carrefour-a-varennes/>)

Consulter la nouvelle sur La Relève

(<https://www.lareleve.qc.ca/2019/04/18/un-programme-de-hockey-scolaire-bien-implante-a-lecole-le-carrefour-a-varennes/>)
<https://www.lareleve.qc.ca/2019/04/18/un-programme-de-hockey-scolaire-bien-implante-a-lecole-le-carrefour-a-varennes/>
(<https://www.lareleve.qc.ca/2019/04/18/un-programme-de-hockey-scolaire-bien-implante-a-lecole-le-carrefour-a-varennes/>)

École secondaire Ozias-Leduc

180 élèves présentent leur projet

Près de 180 élèves de l'école secondaire Ozias-Leduc ont pu transmettre leur passion le 23 mai à l'occasion d'un événement ouvert au public. Des élèves ont présenté leur projet significatif sur lequel ils travaillaient depuis près de trois mois dans le cadre du cours Projet d'orientation personnel et social (POP'S).

Les élèves de 5^e secondaire, regroupés en une soixantaine d'équipe, ont dû élaborer un projet qui devait avoir un impact positif dans leur communauté. Ce cours est offert depuis environ huit ans.

« Il s'agit d'apporter quelque chose de positif selon une méthodologie rigoureuse qu'ils vont pouvoir transférer, peu importe leur projet plus tard. [...] On entend souvent

parler des élèves dans le programme d'éducation internationale. L'idée est que les élèves du régulier puissent briller. Il y a une place pour chacun. C'est aussi une façon de laisser sa trace de façon positive », affirme l'enseignante France Riquier.

Certains ont organisé une collecte de fonds, des événements sportifs. D'autres ont fait circuler une pétition sur l'environnement, ont parlé de *cosplay*, ont écrit un livre, ont organisé la remise des diplômes et le spectacle des finissants.

La fondation de l'école a offert une bourse de 300 \$ qui sera divisée parmi les équipes gagnantes. Ces dernières seront déterminées selon les résultats du sondage rempli par tous les visiteurs. Les élèves de 4^e secondaire, ainsi que des parents, ont visité les kiosques. ■ **S.-E.C.**



Les élèves ont présenté leur projet derrière des kiosques le 23 mai.

Photo Sarah-Eve Charland | L'Œil Régional ©

Des classes d'enseignement spécialisé déplacées à Saint-Basile

Une décision de la **Commission scolaire des Patriotes (CSP)** de déplacer des classes d'enseignement spécialisé dans d'autres écoles a soulevé l'inquiétude de plusieurs parents.

un texte de Marianne Julien
mjulien@versants.com

En avril, la CSP annonçait avec joie qu'elle bonifiait son offre de services classes d'enseignement spécialisé aux élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (HDAA) en ajoutant 17 nouvelles classes au coût de quatre millions de dollars.

Toutefois, avec l'ouverture de ces nouveaux points de services, certaines classes doivent être relocalisées. C'est le cas pour l'**École De Montarville à Saint-Bruno-de-Montarville**, dont les élèves à besoins particuliers, environ une vingtaine, devront être transférés à l'**École de la Chanterelle à Saint-Basile-le-Grand**.

Certains parents de ces enfants dénoncent cette décision qui, selon eux, chamboulera leur enfant et leur parcours scolaire. « Nous sommes d'avis que la commission scolaire va mettre en péril la réussite scolaire de ces enfants en brisant leur lien d'attachement et leurs habitudes de vie, en les obligeant à s'adapter à un nouveau milieu. Les enfants autistes sont parmi les plus fragiles à cet égard », soutien-



Cette décision touche une vingtaine d'élèves de l'École De Montarville. (Photo : archives)

nent Christine Simard et François Hubert dans une lettre ouverte.

Une autre mère qui est entrée en contact avec le journal *Les Versants*, mais qui souhaite préserver l'anonymat, s'inquiète aussi des effets

qu'aura ce changement sur son fils : « Dès que la routine de mon fils est changée, même s'il s'agit d'une chose minime, ça prend vraiment beaucoup de temps pour qu'il s'adapte, alors je ne sais pas combien de temps durera sa réaction quand il changera d'école. »

UN CHANGEMENT MESURÉ

En réponse aux préoccupations des parents, qu'elle trouve légitimes, la présidente de la CSP, Hélène Roberge, assure que la transition se fera de manière la plus harmonieuse possible : « Le personnel de l'école et les enseignants surtout comprennent très bien que ce sont des élèves avec des particularités, qui sont fragiles, et qu'il faut que ce soit fait de la bonne façon. Ils travaillent continuellement pour organiser la transition. »

Selon elle, en juin, les élèves touchés par le changement pourront visiter leur future école avec leurs parents. « Ils ont déjà reçu des photos de leur futur lieu de scolarisation, parce qu'ils fonctionnent beaucoup avec les images, afin qu'ils puissent se familiariser graduellement », ajoute-t-elle.

La présidente affirme également que les enseignants suivront leurs groupes et que les nouvelles classes ressembleront le plus possible à leur environnement : « L'ameublement des classes va être le même, on déménage les meubles et les accessoires pour que leur environnement soit préservé. Les locaux ne seront pas

nécessairement prêts pour la visite, mais il va y avoir des travaux durant l'été. »

Des ajustements devront sûrement être faits lorsque les élèves entreront dans leur nouvelle école à la prochaine rentrée.

« L'objectif, c'est qu'ils restent à la même école jusqu'à la fin de leur primaire; à Saint-Bruno, ça aurait été impossible à terme. »
- Hélène Roberge

UN CHANGEMENT NÉCESSAIRE

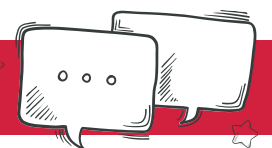
Mais ce qui fâche aussi certains parents, c'est que les élèves de Saint-Bruno seront éloignés de leur milieu de vie. « En les transférant dans la ville voisine, nous devons utiliser le transport scolaire et le service de garde, ce que nous avons éliminé de l'horaire de notre fils, puisque cela contribuait à augmenter sa charge cognitive en allongeant sa journée. La proximité de l'école nous aidait énormément à concilier travail et famille, surtout en périodes de crise au quotidien », déclarent Christine Simard et François Hubert.

En contrepartie, les élèves de Saint-Basile se rapprocheront du leur. « Pour prendre la décision, on a fait une analyse de notre territoire : l'objectif, c'était d'être plus équitable et d'offrir des points de services le plus près possible de l'endroit où les élèves qui ont des besoins particuliers se trouvent, indique Hélène Roberge. C'était nécessaire de déplacer des classes, il faut comprendre qu'en ce moment à l'École De Montarville, il y a des élèves de Saint-Basile, pas seulement de Saint-Bruno, et qu'on rapproche la classe de plusieurs élèves. »

De plus, d'après la présidente, l'École De Montarville n'offrait pas l'espace nécessaire pour recevoir plus de classes d'enseignement particulier, contrairement à l'École de la Chanterelle : « L'objectif, c'est qu'ils restent à la même école jusqu'à la fin de leur primaire; à Saint-Bruno, ça aurait été impossible à terme. »

Hélène Roberge souhaite ainsi rassurer les parents et estime que la commission scolaire a pu répondre à leurs préoccupations. Il y aura également l'ajout de classes d'enseignement spécialisé à l'École Le Rucher à Sainte-Julie.

RÉDACTEUR EN CHEF D'UN JOUR :
PASQUALE VARI



Voilà une triste situation, pour les parents et pour les enfants, qui sont appelés à s'éloigner de leurs amis, de leurs voisins, de leur environnement. C'est une situation délicate. Mais je me mets à la place de la CSP, je pense aux spécialistes, aux pédagogues. Pour faire un travail adéquat, tous les élèves doivent être regroupés au même endroit, afin que les spécialistes soient avec eux cinq jours par semaine, plutôt que deux jours et demi à une place, et deux jours et demi ailleurs. Je pense aussi au contrôle des coûts. Mais je comprends la réaction des parents, parce que tous font des sacrifices pour le bien de leurs enfants. Ma fille est allée à l'École De Montarville; elle a adoré. Il y a un sentiment d'appartenance qui se crée par rapport à son école. Ce déménagement vient briser ce sentiment. L'important, au bout de la ligne, est que l'enfant rencontre le spécialiste.



Société

Professionnels des commissions scolaires : des disparités importantes

Publié aujourd'hui à 4 h 02

Mis à jour il y a 14 minutes

Jean-Philippe Robillard

Alors que le gouvernement Legault s'apprête à implanter des classes de maternelle 4 ans partout au Québec, Radio-Canada a constaté qu'il existe des disparités régionales importantes entre les commissions scolaires quant aux services professionnels.

L'École Daigneau, la seule école primaire de Napierville, en Montérégie, compte 500 élèves, dont plusieurs ont des difficultés d'apprentissage.

Selon la direction de l'école, environ 75 élèves font l'objet de plans d'intervention. Ces jeunes sont suivis par le personnel enseignant et l'équipe de professionnels de la Commission scolaire des Grandes-Seigneuries.



La directrice Sylvie Pitre trouve difficile de ne pas pouvoir répondre aux besoins des élèves. Photo : Radio-Canada

« *Les besoins sont tellement grands qu'on aimerait en faire toujours plus.* »

— *Sylvie Pitre, directrice de l'École Daigneau*

À l'École Daigneau, aucun professionnel ne travaille à temps plein. L'orthophoniste y est présente deux jours, la psychologue, deux jours et demi, et la psychoéducatrice Claudia Poulin, trois fois par semaine.

« Moi, je me promène seulement entre deux milieux, explique Mme Poulin. Il y en a qui peuvent se promener entre trois milieux. C'est sûr que, dans un trois jours, des fois, on a une limite au nombre d'élèves qu'on peut voir. »

Pour la directrice Sylvie Pitre, qui mise sur un travail d'équipe entre le personnel enseignant et les professionnels, il faut déployer plus de ressources et consacrer plus de temps aux élèves en difficulté. « Ce que je trouve le plus difficile, j'aimerais qu'on réponde encore plus vite à leurs besoins. Les besoins sont vraiment de plus en plus grands. Il faut intervenir super tôt », explique-t-elle.

Elle estime que, si la psychologue était présente à l'école quelques jours de plus, « elle pourrait traiter un plus grand nombre de dossiers pour éviter qu'il y ait de trop longues listes d'attente ».

En 2018, la Commission scolaire des Grandes-Seigneuries comptait une équipe d'une centaine de professionnels équivalent temps plein pour environ 24 000 élèves réguliers, l'un des moins bons ratios du Québec. Selon notre compilation, on compte en moyenne, dans les commissions scolaires du Québec, un professionnel pour 176 élèves.

Nombre d'élèves par professionnel

Les 10 meilleurs ratios

du Littoral	75
de la Baie-James	100
du Lac-Abitibi	102
de la Riveraine	103
des Îles	103
des Monts-et-Marées	105
des Hauts-Bois-de-l'Outaouais	113
de l'Énergie	114
de la Moyenne-Côte-Nord	114
de l'Estuaire	120
Moyenne provinciale	176

Source: ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, 2017-18

La présidente de la commission scolaire a réagi à cette donnée en affirmant que « les chiffres, ça ne veut vraiment pas dire grand-chose, c'est la qualité de ces personnes-là, la façon qu'ils ont de travailler qui va faire la différence. »

Madame Marie-Louise Kerneïs a ajouté : « d'avoir plus de gens sur la plancher, je ne peux pas être contre ça, mais à quel moment on arrête? On se dit, on regarde les choses autrement. »

Elle a aussi affirmé que sa commission scolaire a embauché 14 psychoéducateurs de plus l'an passé pour répondre aux besoins des directions d'école.

Pour le psychologue et professeur associé à la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval, Égide Royer, ce n'est pas assez. « On peut dire qu'on manque vraiment de services professionnels dans les écoles. On manque de professionnels. C'est insuffisant. Les résultats scolaires, d'ailleurs, au Québec, sont une indication qu'il y a des services qui ne sont pas rendus présentement », illustre-t-il.



Le professeur associé à l'Université Laval Égide Royer estime qu'il y a un manque criant de professionnels dans le réseau scolaire au Québec. Photo : Radio-Canada

Le nombre d'élèves par professionnel varie d'une commission scolaire à l'autre ainsi que d'une région à l'autre. À la Commission scolaire du Littoral, en Basse-Côte-Nord, il y a un professionnel pour 75 élèves, alors qu'à Western Quebec, on en compte 1 pour 399 élèves.

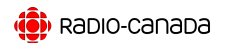
Cette dernière n'est d'ailleurs pas la seule commission scolaire anglophone à figurer parmi celles qui disposent du moins de professionnels dans le réseau scolaire.

Nombre d'élèves par professionnel

10 derniers ratios

Moyenne provinciale	176
de Laval	226
Sir-Wilfrid-Laurier	233
des Grandes-Seigneuries	243
des Trois-Lacs	245
des Patriotes	253
des Portages-de-l'Outaouais	256
de la Seigneurie-des-Mille-Îles	259
Riverside	285
New Frontiers	300
Western Quebec	399

Source: ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, 2017-18



Selon Russell Copeman, directeur général de l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec (ACSAQ), la situation s'explique notamment par les difficultés de recrutement. « Ce que j'entends régulièrement [des commissions scolaires de l'Association], c'est la difficulté de recruter et de retenir des professionnels, notamment hors de Montréal. Recruter des anglophones, en plus, c'est un défi. De plus, il n'y a que McGill et Concordia qui offrent la formation », souligne M. Copeman, qui évoque le recours aux enseignants-ressources pour l'accompagnement scolaire.

En Outaouais, dans les Laurentides et en Montérégie, plus de la moitié des commissions scolaires ont de moins bons ratios que la moyenne québécoise.

Ces derniers mois, tant le ministre de l'Éducation que le premier ministre du Québec ont rappelé l'importance du dépistage précoce des problèmes d'apprentissage des enfants. Pour eux, les « spécialistes » dont disposent les commissions scolaires permettent de dépister et d'accompagner les enfants en difficulté d'apprentissage, en particulier ceux en maternelle 4 ans.

Vers des ratios planchers de professionnels



L'orthophoniste Chantal Lanoue partage son temps entre neuf écoles. Photo : Radio-Canada

« On n'arrive pas. On n'arrive pas à combler les besoins présentement; ça, c'est clair. »

— Chantal Lanoue, orthophoniste

Chantal Lanoue connaît bien la réalité des professionnels dans le milieu scolaire. Elle partage son temps entre neuf écoles.

« Ça nous fait mal de voir qu'il y a des élèves qui ont des besoins et qu'ils n'ont pas de services », signale Mme Lanoue. Elle affirme que, chaque jour, elle doit faire des choix. « C'est difficile de se dire que cet enfant-là, il pourrait en bénéficier, mais que non, on ne peut pas, parce qu'on a une certaine limite, parce que je n'ai pas le temps. Je trouve ça difficile, c'est émotif... ça vient nous chercher. »

« Le plus difficile... c'est voir des enfants qui souffrent et qu'on veut les aider, mais on manque de moyens. »

— Pauline Tardif, psychologue

Mme Tardif est psychologue dans le milieu scolaire depuis sept ans. Elle travaille aujourd'hui dans six écoles. « On manque de bras, on manque de ressources. Des fois, on évalue les enfants, on se dépêche, mais on doit les référer à des ressources externes, et là, ça "jamme" pour trois mois, six mois sur des listes d'attente. Ce sont de longues attentes pour des enfants qui ont des difficultés », dit-elle.

Elle ajoute : « On n'arrive pas à donner autant de services qu'on voudrait. On n'arrive pas à faire toutes les évaluations qu'on devrait. On essaie de donner le plus de services possible. »

La présidente de la Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec, Johanne Pomerleau, croit que le gouvernement doit instaurer des ratios planchers pour les professionnels dans les écoles, comme il le fait déjà pour les enseignants.

Une option bien reçue au cabinet du ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur : « Nous sommes favorables à l'instauration de planchers de services professionnels dans les écoles et dans les commissions scolaires, tel que nous nous y sommes d'ailleurs engagés. Les ressources professionnelles sont particulièrement importantes pour aider les jeunes, particulièrement les plus vulnérables, à réussir. Ils apportent également un soutien important aux enseignantes et enseignants dans leurs fonctions. »

Méthodologie

Nos calculs sont basés sur des documents du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur pour l'année scolaire 2017-2018; le nombre de professionnels en équivalent temps plein (ETP) et le nombre d'élèves réguliers par commission scolaire.

Les corps d'emplois considérés dans le calcul des ratios sont ceux susceptibles de dépister et d'accompagner les enfants en difficulté d'apprentissage : conseiller pédagogique, conseiller d'orientation, travailleur social, orthophoniste, psychologue, conseiller en information scolaire et professionnelle, ergothérapeute, orthopédagogue, psychoéducateur, agent de correction langage et audition, conseiller en rééducation.

Pour contacter notre journaliste : jean-philippe.robillard@radio-canada.ca

Avec la collaboration de Daniel Boily (daniel.boily@radio-canada.ca)

Les Marchés Pepin célèbrent leurs 75 ans

Les marchés Pepin profitent de leur 75^e anniversaire pour gâter leurs clients! Plusieurs activités et concours seront organisés dans les magasins de Beloeil, Mont-Saint-Hilaire et McMasterville ainsi que sur leur page Facebook IGA Pepin tout au long de l'année pour les remercier.

Une institution dans la région

Le premier marché Pepin situé rue Saint-Mathieu à Beloeil a été inauguré en mai 1944. Il comprenait l'abattoir, jusqu'en 1973, dont la viande des animaux était vendue au rayon de la boucherie. Par la suite, quatre autres magasins ouvriront leurs portes et permettront à l'entreprise de solidifier son offre alimentaire et de construire une relation durable avec sa clientèle.

Aujourd'hui, Les marchés Pepin comptent trois magasins des plus modernes situés à Beloeil depuis le 1^{er} juin 1977, à Mont-Saint-Hilaire depuis le 19 septembre 1979 et à McMasterville depuis le 26 novembre 2009. Ce sont plus de 400 employés dévoués qui servent quotidiennement des milliers de clients. De plus, des dizaines d'organismes communautaires, culturels et sportifs de la région peuvent compter sur le fidèle et généreux soutien des marchés Pepin.

Une histoire de famille

Trois générations se sont succédé à la tête des marchés Pepin. Bernard Pepin, propriétaire des magasins depuis 1998, succède à son père, Serge, qui avait lui-même succédé à son père Léopold.

Les valeurs familiales occupent une grande place dans la gestion et le développement de l'entreprise et l'histoire n'est pas près de s'arrêter puisque Cynthia et Annie, les filles de Bernard Pepin, qui travaillent actuellement à ses côtés, projettent de reprendre à leur tour l'entreprise familiale. ■

Près de 50 000 \$ pour deux cours d'école



Le député de Borduas et ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, Simon Jolin-Barrette, se réjouit de l'annonce faite par le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Jean-François Roberge, selon laquelle des centaines d'élèves de la circonscription de Borduas pourront profiter de cours d'école plus attrayantes grâce à un investissement de près de 50 000 \$.

En effet, l'école Saint-Denis, à Saint-Denis-sur-Richelieu, et l'école Saint-Mathieu, à Beloeil, se voient octroyer respectivement 24 181 \$ et 25 000 \$. Cette aide financière est accordée dans le cadre de la mesure Embellissement des cours d'école du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. À travers la province, près de trois millions de dollars sont investis pour la réalisation de 140 projets. ■